



## Gunther Capelle-Blancard

Directeur-adjoint du Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)

Interview réalisée le 25/06/2010

### « G20 : l'absence de déclaration importante ne sera pas synonyme d'échec pour autant »

**(Easybourse.com) Le sommet du G20 doit se réunir ce week-end. Beaucoup craignent qu'il n'y ait pas d'importantes progressions s'agissant de la régulation financière. Qu'en pensez-vous ?**

Le G20 donne des impulsions et ne traitent pas des mesures dans les détails. Lors de ce sommet, les dirigeants des Etats présents ont pour mission de

mettre en place les grandes lignes de la réglementation future et non d'examiner les points pratiques et techniques.

Le chantier a été lancé l'année dernière. Aujourd'hui le dossier est notamment entre les mains de la Banque des règlements internationaux, du Comité de Bâle qui travaille ardemment sur la question. Nous pouvons regretter que cela n'aille pas plus vite, mais le sujet n'est pas simple.

### **Pensez-vous que nous parviendrons à aller au-delà des divergences de point de vue de part et d'autre de l'Atlantique ?**

Il existe évidemment des oppositions dans le domaine de la régulation, mais la ligne de fracture n'est pas forcément entre les Etats-Unis et l'Europe. Le Canada par exemple s'oppose très fermement à une taxe sur les banques. Et les pays d'Asie considèrent que ce n'est là pas leur problème principal.

Le Président Obama a en revanche pris la mesure du coût de la crise bancaire puisqu'il a demandé aux grandes institutions financières de rembourser une grande partie des sommes qui ont servi à juguler la crise bancaire. De manière générale, on peut dire que le projet de réforme de la régulation financière américaine est plutôt sur de bons rails.

### **Aucune position commune n'est également attendue pour ce qui est de la gestion de la crise économique.**

Ce sujet est un sujet G20 par excellence. Pour autant, il n'est pas étonnant que nous n'ayons pas d'accord là dessus. Les divergences s'expliquent surtout par le fait que nous sommes dans une configuration à géométrie variable. Les situations des pays sont très contrastées et appellent des réponses différenciées.

Autant pour la régulation financière nous avons besoin d'avoir, dans la mesure du possible, une certaine harmonisation. Autant pour les stratégies de sortie de crise, il n'est pas souhaitable d'avoir une réponse identique qui s'appliquerait à tous les pays. Au-delà des divergences, c'est une des raisons pour laquelle la coopération est dans ce domaine délicate.

### **Pour ce qui est de la problématique liée au change, la Chine a pris les devants en désamorçant les critiques.**

Il est bienvenu que la Chine se décide à relancer l'appréciation du yuan. Le processus de réévaluation avait été interrompu par la crise.

### **Peut-on dès lors considérer que ce se sommet sera un non évènement ?**

Je ne pense pas que nous puissions parler d'un non évènement, mais il ne faudra pas attendre de ce sommet des miracles. Des déclarations importantes ont déjà eu lieu. La Chine ayant pris les devants concernant l'appréciation du yuan.

Le fait qu'il ne se passera rien de révolutionnaire à l'issue du sommet ne sera pas synonyme d'échec pour autant. On peut se demander si sans ce sommet, le gouvernement de Pékin aurait procédé de la sorte. De même, la tenue de ce sommet exerce une pression non négligeable et permet d'avancer sur les projets de réforme, notamment en ce qui concerne la régulation financière.

**Selon Nicole Bricq, vice présidente de la commission des finances du Sénat, si nous considérons la traduction concrète de ce qui paraissait dans les déclarations finales des sommets du G20 à Washington, puis de celui de Londres, celui et de Pittsburg, nous ne pouvons qu'être déçues que ce soit pour les paradis fiscaux, les normes prudentielles, les normes comptables, la prévention et la réparation du risque systémique, les stress tests...**

Cela est en partie vrai, mais cela s'explique par le fait que l'on s'attaque à des chantiers compliqués. Ceci étant, nous avons avancé sur les normes prudentielles, les paradis fiscaux, sur l'idée d'une taxe. Il y a deux ans, évoquer l'idée d'une taxe sur les activités financières était inconcevable. Aujourd'hui le

principe est admis. On discute certes des modalités mais le pas en avant est important. Le diable se cache dans les détails. Il faut être patient. Vigilant, mais patient.

### Propos recueillis par Imen Hazgui

- 25 Juin 2010 - Copyright © 2006 www.easybourse.com

#### Dernières actualités "Toute l'info" »

Date	Titre
12/07/10   10:35	<b>ORCHIDÉE</b> : des tensions monétaires qui devraient à profiter à l'euro (vs \$)
12/07/10   10:10	Une croissance mondiale toujours à deux vitesses (Invesco)
09/07/10   18:15	Fitch confirme à M2- la note de Sycomore AM
09/07/10   18:10	Morningstar relève la note de Baring Global Emerging Markets Fund
09/07/10   18:10	UFG-LFP prend une participation dans JK Capital Management
09/07/10   18:05	BNP-Paribas IP reste prudent mais surpondère les matières premières
09/07/10   17:50	<b>GENERALI INVESTMENTS</b> : obligations périphériques à surveiller
09/07/10   17:45	<b>GENERALI INVESTMENTS</b> : énergie, santé, médias et pharmacie privilégiés
09/07/10   15:30	Positionnement neutre sur les actifs risqués pendant l'été (Generali)
09/07/10   15:15	<b>MANDARINE GESTION</b> : privilégier la construction, l'énergie, les banques

© 2010 Zonebourse.com